

Le gouvernement a récemment annoncé une révision des subventions publiques pour les installations photovoltaïques en autoconsommation jusqu'à 9 kWc, avec pour objectif de réduire les coûts et de recentrer les aides sur les installations jugées les plus performantes. Cette décision s'appuie notamment sur le constat que l'autoconsommation représenterait une solution rentable avec un moindre soutien public, et que les petites installations engendreraient des coûts de raccordement élevés tout en contribuant aux baisses de prix sur le marché de l'électricité.

Dans le même temps, le projet de loi de finances 2025 prévoit une baisse de la TVA à 5,5 % pour ces installations en autoconsommation. Une avancée positive, mais qui ne doit pas masquer l'absence d'une stratégie globale sur l'avenir du solaire en France. La transition énergétique ne peut pas se résumer à des ajustements budgétaires successifs : elle exige une vision à long terme et une anticipation des évolutions du réseau électrique.

Or, si nous voulons réussir cette transition, nous devons à la fois :

- Accélérer l'électrification des usages (chauffage, mobilité, industrie...) avec des dispositifs incitatifs adaptés ;
- Déployer massivement les énergies renouvelables, en priorité via l'autoconsommation solaire, qui permet une production locale et maîtrisée ;
- Préparer l'entrée dans une ère de flexibilité énergétique, à l'image de l'Allemagne ou des pays nordiques, où les équipements énergétiques deviennent pilotables et où les tarifs dynamiques se généralisent.

Dans ce contexte, [ENSOL](#), acteur majeur de l'autoconsommation solaire en France, alerte sur le risque d'un déséquilibre du marché si cette réforme n'est pas accompagnée de mesures adaptées. Plutôt qu'une suppression brutale des aides, un cadre fiscal cohérent, combinant TVA réduite et incitations ciblées, permettrait d'accompagner efficacement les ménages et d'assurer une transition harmonieuse.

Points clés de la position d'[ENSOL](#) :

- **Autoconsommation** : un levier essentiel pour réduire les factures, garantir l'indépendance énergétique et stabiliser le réseau électrique.

- **Un secteur moteur** : créateur d'emplois locaux et porteur d'innovations technologiques.
- **Une évolution nécessaire du soutien public** : plutôt qu'une suppression brutale des aides, une baisse de la TVA permettrait d'accompagner efficacement le développement du photovoltaïque résidentiel.
- **Une dynamique inévitable** : le solaire poursuivra sa croissance avec ou sans aide, mais un cadre fiscal adapté peut accélérer la transition.